

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTREUIL**

N° 1509648

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mme J.... C...

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Jordane Mathieu
Rapporteur

Le tribunal administratif de Montreuil

M. Christophe Colera
Rapporteur public

(4^{ème} chambre)

Audience du 2 septembre 2016
Lecture du 16 septembre 2016

36-12-03-01
C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 16 novembre 2015 et le 2 juin 2016, Mme C..., représentée par Me C..., demande au tribunal :

1°) de condamner la commune [REDACTED] à lui verser la somme totale de 48 308 euros en réparation des préjudices subis du fait de son licenciement et des fautes commises dans l'exécution du jugement du tribunal administratif de Montreuil n° 1206789 en date du 6 février 2014 ;

2°) de mettre à la charge de la commune [REDACTED] la somme de 4 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Elle soutient que :

-elle a subi un préjudice matériel de 16 933 euros résultant de l'illégalité du licenciement, et un préjudice moral de 5000 euros ;

-la commune [REDACTED] a commis une faute en exécutant tardivement le jugement du 4 février 2016, qui lui a causé un préjudice moral qu'elle évalue à 5000 euros ;

-la commune a commis une faute en exécutant de façon incomplète et erronée le jugement, lui causant un préjudice d'un montant de 16 375 euros ;

-elle a subi un préjudice résultant du retard dans la transmission des documents de fin de contrat.

Par un mémoire en défense, enregistré le 12 avril 2016, la commune [REDACTED], représentée par la SELARL Claisse et associés, conclut au rejet de la requête et à ce que

soit mise à la charge de Mme C... la somme de 2 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que les moyens soulevés par Mme C... ne sont pas fondés.

Par ordonnance du 8 juin 2016, la clôture d'instruction a été fixée au 1^{er} juillet 2016.

Mme C... a été admise au bénéfice de l'aide juridictionnelle totale par une décision du 19 décembre 2014.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 ;
- le règlement général annexé à la convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Mathieu,
- les conclusions de M. Colera, rapporteur public,
- et les observations de Me Magnaval, représentant la commune [REDACTED].

1. Considérant que Mme C... a été recrutée par la commune [REDACTED] en qualité d'assistante sociale non titulaire, par un arrêté du 29 février 2012, pour la période du 1^{er} au 31 mars 2012, pour faire face à un besoin occasionnel ; qu'elle a ensuite signé un nouvel acte d'engagement en date du 13 mars 2012, d'une durée d'un an, pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire ; que, par décision du 15 juin 2012, le maire de la commune [REDACTED] a prononcé le licenciement de l'intéressée ; que par un jugement n°1206789 en date du 6 février 2014, le tribunal administratif de Montreuil a annulé cette décision pour erreur de droit ; que Mme C... demande l'indemnisation des préjudices qu'elle estime avoir subis, d'une part, du fait de la mesure de licenciement illégale et, d'autre part, du fait des conditions d'exécution du jugement du 6 février 2014 par la commune [REDACTED] ;

Sur la responsabilité de la commune [REDACTED] :

En ce qui concerne l'illégalité fautive de la décision de licenciement du 15 juin 2012 :

2. Considérant que la mesure de licenciement de Mme C... a été annulée en raison de l'erreur de droit dont elle était entachée ; que cette illégalité constitue une faute

susceptible d'engager la responsabilité de la commune [REDACTED] ; que toutefois, la commune soutient sans être contredite que l'insuffisance professionnelle de l'intéressée avait été établie, et verse au dossier un rapport établi par son chef de service, faisant apparaître des lacunes en matière de législation sociale, l'insuffisance de ses analyses et des difficultés à s'adapter au rythme de travail du service ; qu'il résulte de l'instruction que, compte tenu de la manière de servir de la requérante, la commune [REDACTED] aurait pu, sans commettre l'erreur de droit censurée par la décision du tribunal administratif de Montreuil du 6 février 2014, décider de licencier Mme C... pour insuffisance professionnelle ; que dès lors, la faute commise par l'administration en prenant cette décision illégale n'est pas à l'origine du préjudice résultant pour Mme C... de son licenciement ;

Sur la responsabilité du fait des conditions d'exécution du jugement :

En ce qui concerne la faute résultant du retard à exécuter le jugement du 6 février 2014 :

3. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la commune [REDACTED] n'a procédé à la réintégration juridique de Mme C... qu'après le 16 avril 2015, soit plus d'un an après le jugement du 6 février 2014 ; que la commune [REDACTED] n'apporte aucun élément de nature à justifier ce délai ; qu'un tel retard constitue une faute de nature à engager la responsabilité de la commune ;

En ce qui concerne la faute résultant des conditions d'exécution du jugement du 6 février 2014 :

4. Considérant que l'annulation d'une décision licenciant illégalement un agent public implique nécessairement, au titre de la reconstitution de sa carrière, la reconstitution des droits sociaux, et notamment des droits à pension de retraite, qu'il aurait acquis en l'absence de l'éviction illégale et, par suite, le versement par l'administration des cotisations nécessaires à cette reconstitution ; qu'ainsi, sauf à ce que l'agent ait bénéficié d'une indemnité destinée à réparer le préjudice matériel subi incluant les sommes correspondantes, il incombe à l'administration de prendre à sa charge le versement de la part salariale de ces cotisations, au même titre que de la part patronale ; que cependant, cette annulation ne permet pas au juge administratif d'ordonner que soit prolongée la validité dudit contrat au-delà de celle dont les parties à ce contrat étaient contractuellement convenues ;

5. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la commune [REDACTED] a procédé à la réintégration juridique de Mme C... ; que celle-ci n'impliquait toutefois pas le versement de sa rémunération jusqu'à la date du terme de son contrat ; qu'en outre, eu égard à la date à laquelle le licenciement a été annulé, la réintégration matérielle de Mme C... n'était plus possible ; que dans ces conditions, la commune [REDACTED] a exécuté le jugement en date du 6 février 2014 et n'a pas commis de faute ;

6. Considérant que Mme C... soutient que les documents destinés à Pôle emploi ne pouvaient mentionner, au titre du motif de la fin du contrat, un licenciement ayant pris effet le 1^{er} juillet 2012, cette mesure ayant été annulée rétroactivement, et que cette erreur l'a privée de la possibilité de percevoir l'aide au retour à l'emploi pendant treize mois ; que cependant, le versement de l'aide au retour à l'emploi est conditionné par la perte involontaire d'emploi et calculé en tenant compte du nombre de jours travaillés ; que dans ces conditions, ni le motif de la fin de contrat, lequel constitue bien une perte involontaire d'emploi, ni la date de fin de contrat, date à laquelle Mme C... n'a plus été en fonctions, mentionnés sur les documents remis à

l'intéressée n'ont eu pour effet de la priver de montants d'aide au retour à l'emploi ; que dans ces conditions, la faute commise résultant des erreurs dans les indications portées sur les documents destinés à Pôle emploi ne lui a pas causé le préjudice invoqué ;

En ce qui concerne la faute résultant du retard à lui transmettre les documents de fin de contrat :

7. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la commune [REDACTED] n'a remis à Mme C... les documents nécessaires à la perception de l'allocation d'aide au retour à l'emploi que le 30 septembre 2015, soit plus de trois ans après que la requérante a cessé d'occuper l'emploi d'assistante sociale au sein de la collectivité ; que la commune n'apporte aucun élément de nature à justifier le délai écoulé ; que ce retard constitue une faute de nature à engager la responsabilité de la commune ;

Sur les préjudices :

8. Considérant que Mme C... soutient que, en raison du retard dans l'exécution du jugement du 6 février 2014, elle a subi un préjudice moral résultant du sentiment de dénigrement ressenti ; que cependant, Mme C... n'établit pas avoir entrepris de démarche auprès de la commune [REDACTED] avant le 3 mars 2015 ; que dans ces conditions, il sera fait une juste appréciation de ce préjudice en l'évaluant à la somme de 500 euros ;

9. Considérant que Mme C... soutient également que n'ayant pu, en raison des fautes commises par la commune [REDACTED], régulariser sa situation auprès de Pôle emploi qu'à la fin de l'année 2015, elle a subi un préjudice dès lors qu'elle n'a, dans l'intervalle, perçu que l'allocation de solidarité spécifique ; qu'elle doit être regardée comme se prévalant de troubles dans ses conditions d'existence ; qu'il sera fait une juste appréciation de ce préjudice en l'estimant à la somme de 800 euros ;

10. Considérant qu'ainsi qu'il a été indiqué aux points 2 et 7, les préjudices matériels dont Mme C... demande l'indemnisation ne trouvent pas leur origine dans les fautes de la commune [REDACTED] ;

11. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la commune [REDACTED] devra verser à la Mme C... la somme de 1 300 euros en réparation des préjudices subis ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

12. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : *« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation »* ;

13. Considérant ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge de la requérante, qui n'est pas la partie perdante, la somme réclamée par la commune [REDACTED] au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ; qu'il y a lieu de verser à Me C..., sous réserve, le cas échéant, qu'elle renonce au bénéfice de la contribution de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle, la somme de 1 000 euros au même titre ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La commune [REDACTED] est condamnée à verser à Mme C... une somme de 1 300 (mille trois cents) euros au titre du préjudice.

Article 2 : La commune [REDACTED] versera à Me C... la somme de 1 000 (mille) euros, en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, sous réserve qu'elle renonce à la part contributive de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 4 : Les conclusions présentées par la commune [REDACTED] sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à Mme Josiane C..., à Me C... et à la commune [REDACTED].

Délibéré après l'audience du 2 septembre 2016, à laquelle siégeaient :

M. Chazan, président,
M. Charageat, premier conseiller,
Mme Mathieu, premier conseiller,

Lu en audience publique le 16 septembre 2016.

Le rapporteur,

Le président,

Signé

Signé

J. Mathieu

G. Chazan

Le greffier,

Signé

C Yen Pon

La République mande et ordonne au préfet de la Seine-Saint-Denis, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.